



Réponse de GRTgaz à la consultation publique de la CRE
sur les principes relatifs à l'acheminement du gaz pour les centrales de production
d'électricité raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel

PREAMBULE

L'opérateur de transport développe et gère un réseau constitué de canalisations dont le rôle principal est d'acheminer le gaz naturel. Grâce au stock en conduite, ce réseau permet de contribuer à la flexibilité dont l'opérateur a besoin pour équilibrer son système et en sécuriser le fonctionnement. Le besoin de flexibilité du GRT est cependant principalement assuré par d'autres infrastructures (stockages, terminaux méthaniers) dans une proportion qui dépend du pas de temps fixé pour les obligations d'équilibrage qui incombent aux différents utilisateurs du réseau de transport.

Ces derniers, qui ont également accès aux stockages et aux terminaux méthaniers, peuvent en outre s'appuyer sur d'autres instruments tels que la flexibilité de leurs contrats d'approvisionnement ou les capacités d'effaçabilité des clients qu'ils alimentent.

Les lignes directrices définies par l'ERGEG (association des régulateurs européens de l'énergie) confirment la responsabilité et le rôle des expéditeurs en matière d'équilibrage.

L'ouverture du marché en France s'est faite sur la base d'une obligation d'équilibrage à pas de temps journalier, afin de limiter les contraintes fixées aux expéditeurs. Les gestionnaires de réseau de transport gèrent les déséquilibres intra-journaliers avec les outils de modulation dont ils disposent (notamment les stockages).

Depuis 2006, des projets de CCG sont apparus. Douze contrats de raccordement ont été signés dans ce cadre, conformément aux obligations de raccordement faites aux transporteurs. Lors de la conclusion de ces contrats, les promoteurs de ces projets n'ont fourni aucune indication précise sur le mode de fonctionnement envisagé pour les CCG.

Le développement du marché de l'électricité incite aujourd'hui les CCG à fonctionner sur des cycles courts à l'intérieur de la journée (12 heures, 8 heures, voire moins afin de participer au mécanisme d'ajustement de RTE), et plus globalement pour compléter la production intermittente d'électricité liée aux énergies renouvelables.

Cette évolution récente du comportement attendu pour un parc significatif de CCG, a conduit GRTgaz à mener de nouvelles études qui font apparaître des besoins de modulation supplémentaires importants.

Les coûts correspondants doivent être supportés, dans leur intégralité, par les utilisateurs du système électrique qui les génèrent et non pas les autres utilisateurs du réseau gazier.

GRTgaz préconise donc que la flexibilité nécessaire au besoin de modulation supplémentaire généré par les CCG soit gérée directement par les expéditeurs qui les alimentent et que les règles d'acheminement et d'équilibrage soient revues en conséquence.

Un tel système offrira par ailleurs aux fournisseurs de flexibilité les outils commerciaux adéquats pour développer de façon optimale les infrastructures correspondant à ce nouveau besoin.

QUESTION 1

Pensez-vous que l'analyse technique de GRTgaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?

Réponse :

GRTgaz rappelle que le besoin de flexibilité intra journalière des CCG est de l'ordre de 100 GWh à terme. Le stock en conduite, de l'ordre également de 100 GWh, est déjà largement utilisé pour gérer les aléas d'approvisionnement et de consommations et les incidents techniques sur le réseau. Le contrat de flexibilité n'intègre pas ces besoins.

Au vu du besoin très spécifique de flexibilité intra-journalière des CCG, il apparaît que GRTgaz ne dispose pas des outils de flexibilité nécessaires à la satisfaction des besoins d'un parc significatif de centrales. La flexibilité intra-journalière requise par les CCG doit donc être apportée par d'autres infrastructures.

Afin de garantir le transfert de cette flexibilité tout en garantissant le bon fonctionnement du réseau et d'allouer efficacement les coûts induits, il est nécessaire de modifier les règles d'acheminement et d'équilibrage en vigueur.

QUESTION 2

Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?

Réponse :

Si l'équilibrage journalier ne pose pas de problème pour l'alimentation du marché conventionnel, en revanche GRTgaz considère que la flexibilité nécessaire à la satisfaction des consommations fortement modulées doit être apportée directement par les expéditeurs (ou les producteurs). Dans ce cadre, afin d'être en mesure d'assurer le fonctionnement sécurisé du réseau, GRTgaz préconise que les expéditeurs alimentant des clients fortement modulés soient incités à équilibrer ces consommations sur un pas de temps horaire, à l'instar de ce qui se fait en Allemagne.

QUESTION 3

Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?

Réponse :

La consommation des centrales de production d'électricité est susceptible de présenter une variation d'amplitude intra-journalière telle, qu'un fonctionnement non programmé serait de nature à mettre localement en péril la sécurité d'approvisionnement et également à mettre en péril la capacité de GRTgaz à assurer sa mission de service public. C'est la raison pour laquelle GRTgaz demande que les producteurs d'électricité communiquent leur programme horaire la veille pour le lendemain, et s'y conforment.

QUESTION 4

Quelle est votre analyse de la proposition de GRTgaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?

Réponse :

L'incitation à équilibrer à un pas de temps horaire les consommations fortement modulées est la règle qui permet la fourniture de la flexibilité intra-journalière par les expéditeurs/producteurs et le transfert de cette flexibilité par les GRT dans les meilleures conditions de sécurité de fonctionnement du réseau.

Par ailleurs, dans la mesure où certains pays limitrophes ont mis en place une incitation à l'équilibrage horaire pour les gros consommateurs très modulés, certains expéditeurs voudront avoir la possibilité d'exporter de la flexibilité vers les marchés adjacents. En l'absence de principes cohérents et de règles harmonisées notamment aux points d'interconnexions, le risque est grand de voir la flexibilité intra-journalière s'exporter à un coût qui ne serait pas son coût réel, et donc indirectement de faire subventionner par les utilisateurs du gaz en France, les marchés gaziers et électriques des pays adjacents.

QUESTION 5

Quelle est votre analyse du modèle « fourniture de flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?

Réponse :

GRTgaz n'est pas favorable au modèle « fourniture de flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation, pour les raisons suivantes :

- GRTgaz considère qu'il n'est pas dans ses missions de commercialiser la flexibilité qui n'est pas strictement nécessaire à l'activité de transport. Les sources de flexibilité intra-journalière sont nombreuses, bien qu'actuellement relativement limitées en France, et relèvent d'opérateurs indépendants entre eux.
- GRTgaz n'est pas l'opérateur économiquement le plus efficace pour commercialiser la flexibilité intra-journalière dans la mesure où :
 - il existe peu d'effet de foisonnement des besoins des centrales de production d'électricité ;
 - GRTgaz n'a pas accès à l'ensemble des sources de flexibilité ;
 - la commercialisation de la flexibilité intra-journalière par GRTgaz n'est pas de nature à faire émerger les signaux économiques de long terme nécessaires au développement des infrastructures de flexibilité intra-journalière ;
 - GRTgaz ne dispose pas des moyens pour allouer les demandes de façon pertinente en cas de capacités de flexibilité insuffisantes.
- la flexibilité intra-journalière peut représenter des coûts potentiellement importants. Ces coûts devront être répercutés, dans leur intégralité, aux acteurs qui les génèrent, au risque de faire subventionner la pointe électrique par les consommateurs de gaz. A ce titre, la solution proposée par GRTgaz permet directement la juste allocation de ces coûts.

GRTgaz insiste sur la nécessité de disposer d'une incitation au respect du profil horaire programmé de consommation par le producteur d'électricité. La nécessité de mise en place d'une telle incitation est justifiée par les impacts potentiels sur la conduite du réseau d'une modification non planifiée du profil de consommation des centrales de production d'électricité. Les procédures, voire le cadre de l'offre d'acheminement régulée actuelle ne sont pas adaptés

GRTgaz n'est pas favorable, au moins dans un premier temps, à la possibilité de donner un caractère optionnel au modèle décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation, pour les raisons suivantes :

- la solution qui consisterait à autoriser la cohabitation d'une fourniture de flexibilité par le GRT et en parallèle d'une fourniture directe par le détenteur de flexibilité sera complexe à mettre en œuvre opérationnellement, dans la mesure où elle superpose deux systèmes déjà élaborés ;
- d'un point de vue économique, cela revient à mettre en concurrence deux modes de commercialisation d'un même produit : la commercialisation directe par le détenteur de flexibilité d'une part et la commercialisation indirecte de ce même produit par l'intermédiaire du GRT d'autre part.

QUESTION 6

Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?

Réponse :

En ce qui concerne l'emplacement des centrales électriques GRTgaz avait déjà, préalablement à la signature des premiers contrats de raccordement, donné des signaux de localisation géographique. Ces signaux étaient alors basés sur le fonctionnement envisagé à l'époque pour ces centrales électriques, à savoir un fonctionnement saisonnier. Ces signaux favorisaient une implantation à proximité des points d'entrée du réseau. Les études techniques menées à ce jour montrent que ces signaux étaient globalement pertinents mais qu'ils doivent être éventuellement affinés dans la perspective d'un fonctionnement modulé en intra-journalier des centrales de production d'électricité identifié très récemment.

Dans ce cadre, GRTgaz mène actuellement des études techniques complémentaires visant à établir s'il existe des disparités géographiques en terme d'équilibre offre-demande de flexibilité intra-journalière. Si, au vu de ces études, il s'avère qu'il existe des zones durablement favorables à l'implantation de centrales de production d'électricité, ces éléments seront portés à la connaissance du marché. Si a contrario les études conduisent à l'identification de zones pouvant présenter de fortes tensions, GRTgaz communiquera le cas échéant au marché les conditions de fonctionnement spécifiques qui pourraient être attachées à ces zones.

QUESTION 7

Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaires seraient introduites, pensez-vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?

Réponse :

Les transferts importants de flexibilité intra-journalière sur le réseau sont générés par des consommateurs ayant de forts besoins de modulation intra-journalière. Les nouvelles règles d'équilibrage horaire seraient mises en place pour permettre au GRT de réaliser correctement ces transferts. Afin de conserver un système équitable, il convient d'appliquer ces nouvelles obligations aux expéditeurs alimentant les clients ayant justifié l'établissement de ces nouvelles règles, à savoir les gros consommateurs fortement modulés.

QUESTION 8

Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?

Réponse :

GRTgaz considère qu'à l'issue de la consultation, la concertation doit conduire à affiner les règles d'équilibrage et d'acheminement sur le réseau de transport, et ce d'ici à l'été 2009. En effet, dans un contexte de démarrage de plusieurs centrales électriques dans les prochains mois, le maintien de la sécurité de fonctionnement du réseau et la nécessité de pouvoir répercuter les coûts engendrés imposent d'arriver à définir collectivement les règles d'équilibrage et d'acheminement sur le réseau de transport dans des délais courts. Une possibilité de revoir régulièrement ces règles devra être ménagée afin de pouvoir les adapter au mieux au retour d'expérience constaté.